

Appendice S – Modèle d'examen maison (*take home*)

Par Yannick Queau

Question : Plusieurs auteurs croient que la guerre entre grandes puissances est un phénomène du passé. Présentez les principaux arguments des deux visions s'opposant sur cette affirmation.

La chute du mur de Berlin en 1989 marque le début de l'effondrement du bloc communiste. En 1991, l'Union soviétique elle-même implose sous l'effet de bouleversements internes. La Troisième Guerre mondiale et le cataclysme nucléaire tant redouté n'ont finalement pas eu lieu. Depuis la fin de la Guerre froide, la réflexion sur l'avenir de la guerre occupe une place importante en relations internationales.

De nombreuses idées sont exprimées dans ce débat, mais on peut identifier deux positions principales diamétralement opposées. D'un côté, on trouve des auteurs pour qui la logique de l'expansion de la démocratie dans le monde, le développement du libre-échange et une certaine homogénéisation du monde interdisent désormais le recours à la force armée dans les relations entre grandes puissances (notamment Burchill et Fukuyama). De l'autre, on remarque un groupe d'auteurs plus pessimistes quant à la capacité du système international et de ses acteurs à éradiquer la guerre entre les principaux États du globe (Delmas, Barber et Huntington, pour n'en nommer que quelques-uns).

Dans cet examen, notre ambition n'est pas de trancher de manière définitive en faveur d'une ou l'autre des positions. Notre objectif sera plus modeste et nous nous contenterons de présenter brièvement les principaux arguments avancés par les auteurs *optimistes* (ceux qui pensent que la guerre est dépassée) en précisant les objections des auteurs *pessimistes* (ceux qui considèrent que la guerre a un bel avenir). Afin d'atteindre ce but, nous analyserons donc tout d'abord l'argument libre-échangiste avant de nous intéresser ensuite à l'argument de la paix démocratique. Enfin, nous étudierons le « supposé » processus d'homogénéisation du monde. La conclusion reprendra les principaux éléments de l'analyse et proposera plusieurs pistes de recherche pour l'avenir.

L'argument libre-échangiste

Pour les libéraux, la guerre est soluble dans les relations commerciales et plus précisément dans le libre-échange. L'idée est que le désengagement volontaire des États de la sphère économique et l'interpénétration croissante des marchés nationaux amènent des bénéfices pour tous et conduisent à une interdépendance entre les États. Ces derniers seraient donc dissuadés de recourir à la force armée car, d'une part, cela équivaldrait à renoncer aux dividendes du libre-échange et, d'autre part, ils éprouveraient de grandes difficultés à orienter leur économie dans une logique guerrière (Fortmann, 2000, p. 63-64). Ainsi, la quête d'autonomie et de sécurité, si importante aux yeux des néo-réalistes, n'a plus de raison d'être. Le fait que toutes les grandes puissances se soient tournées vers le libre-échange (même partiellement dans le cas de la Chine) ferait donc de la guerre un phénomène du passé.

Les auteurs pessimistes réfutent cet argument. Selon eux, le facteur militaire conserve toute son importance car, d'une part, les relations commerciales peuvent susciter des tensions et engendrer des rapports de domination entre les États et, d'autre part, certaines ressources vitales, comme le pétrole et l'eau, se raréfient et provoquent des tensions (Levy, 1998, p. 146). Ainsi, tant que les États devront assurer leur position dans le système international et tant qu'ils seront en concurrence pour des ressources limitées, ils s'autoriseront de recourir à l'action militaire.

Il apparaît donc prématuré de prétendre que, grâce au libre-échange, le recours à la force en politique extérieure est désuet. Une autre école d'inspiration libérale préfère fonder l'improbabilité de la guerre sur une sorte de loi historique vérifiable empiriquement qui veut que les démocraties ne se fassent pas la guerre.

L'argument de la paix démocratique

Les tenants de la paix démocratique pensent que l'augmentation du nombre de régimes démocratiques qu'a connu le monde dans la seconde moitié du XX^e siècle (avec notamment l'adoption de ce type de régimes par la plupart des anciens États socialistes) contribue à faire de la guerre un phénomène dépassé. L'idée de la paix démocratique repose sur une conception institutionnelle et/ou normative.

Dans sa conception institutionnelle, la paix démocratique est assurée grâce aux mécanismes propres aux institutions. Les modalités de contrôle du fonctionnement des institutions limiteraient en effet la capacité d'un gouvernement démocratique à agir unilatéralement. À l'interne, la séparation des pouvoirs (législatif, administratif et militaire), associée à l'importance de la conformité des actions gouvernementales avec l'opinion publique, rendrait difficile, voire impossible, une action guerrière ne reposant pas sur un large consensus. Une démocratie serait donc à l'abri d'un recours soudain à la force dans ses relations avec

ses voisins. Dans sa conception normative, la paix démocratique repose sur l'idée que les démocraties partagent des valeurs communes comme le respect de la règle de droit, les droits individuels, le gouvernement représentatif, la paix et la prospérité. Deux démocraties auront donc tendance à régler leurs différends de manière pacifique car le recours à la force n'est autorisé par l'opinion publique qu'en cas de légitime défense (Burchill, 2001, p. 34).

Les auteurs pessimistes peuvent prétendre que l'argument de la paix démocratique n'est pour l'instant qu'une simple coïncidence historique et que l'avenir démontrera sa fausseté. Mais, de manière plus scientifique, s'ils rejettent cet argument, c'est pour deux raisons principales. Premièrement, s'il est vrai que les démocraties ne se font pas la guerre, elles sont en revanche très promptes à faire la guerre à des régimes de nature différente et elles n'hésitent pas à enclencher les hostilités (Small et Singer, 1982). Deuxièmement, la règle de la paix démocratique ne s'applique pas à des régimes en phase de transition. Les valeurs libérales sont en effet trop récentes pour être solidement ancrées dans les esprits et un certain héritage de l'ancien système (élites, procédures, habitudes, etc.) continue d'occuper une place importante (Mansfield et Snyder, 1995, p. 79-80).

Là encore, il semble donc prématuré de prétendre que la guerre entre grandes puissances est dépassée sur la base que les États puissants sont tous des démocraties ou en voie de le devenir. En associant la croissance du nombre d'États libre-échangistes à la croissance du nombre de régimes démocratiques, on pourrait penser que le monde est en voie d'uniformisation sur les plans économique et institutionnel, mais également sur le plan des valeurs. Il existerait désormais dans le monde un idéal unique d'inspiration occidentale. C'est l'idée développée par Fukuyama dans *La fin de l'Histoire*.

L'argument de l'homogénéisation du globe

D'après Fukuyama (1989, p. 17), la Guerre froide a été le dernier affrontement idéologique entre grandes puissances. La faillite du système communiste et de l'idéologie socialiste a consacré la victoire du modèle démocratique et libéral développé en Occident. Désormais, il existe un modèle organisationnel auquel aspirerait la très grande majorité des États du globe. Selon l'auteur, ce modèle démocratique et libéral garantit la paix entre grandes puissances parce que dorénavant, ce qui est concret (par exemple, le calcul économique rationnel et les enjeux globaux comme l'environnement), importe plus que la lutte pour des idées abstraites.

Certains auteurs contestent l'analyse de Fukuyama. Barber (1995) rejette l'idée d'une homogénéisation du monde. Selon lui, le monde est plutôt en train de se fragmenter. Dans son essai intitulé *Djihad versus McWorld. Mondialisation et*

intégrisme contre la démocratie, Barber analyse les réactions hostiles au modèle libéral proposé par l'Occident. Ce modèle fait la promotion de la liberté et de la prospérité, mais pour bon nombre d'individus sur la planète, il équivaut en fait à l'exploitation, à l'augmentation des inégalités sociales et à l'affaiblissement des structures traditionnelles de solidarité. Certaines sociétés résistent donc aux prétentions universelles du modèle libéral car celui-ci est synonyme pour elles d'asservissement et de matérialisme. Pour Samuel Huntington (1996), plus que les sociétés, ce sont les civilisations qui risquent de s'opposer au modèle libéral occidental. Ainsi, l'hypothèse d'un conflit armé sur la base de valeurs et en réaction à une forme d'impérialisme occidental ne doit pas être négligée. Il semble qu'il soit encore trop tôt pour prétendre que le monde est homogène.

Conclusion

En définitive, il nous apparaît un peu tôt pour déterminer si les arguments libéraux permettent de reléguer la guerre au statut de relique du passé. D'abord, rien ne nous permet d'affirmer avec certitude que le libre-échange s'est développé à un point où toute initiative guerrière unilatérale devient impensable. En ce qui concerne l'argument de la paix démocratique, il faut noter que la Chine ne s'est pas encore engagée vers la voie démocratique et que la Russie est encore en phase de transition. Les caractéristiques actuelles de ces régimes ne garantissent donc pas la paix entre grandes puissances. Enfin, si des forces socio-économiques et militaires oeuvrent actuellement à une homogénéisation du globe, d'autres du même type poussent à sa fragmentation. Tout pronostic affirmant le dépassement de la guerre entre grandes puissances nous paraît donc hasardeux.

Bibliographie

Barber, Benjamin. 1995. *Djihad versus McWorld. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*. Paris : Desclée de Brouwer, 303 p.

Burchill, Scott. 2001. « Liberalism ». In *Theories of International Relations*, 2^{ème} édition, de Scott Burchill et A. Linklater, p. 29-69. New York : Palgrave.

Delmas, Philippe. 1995. *Le bel avenir de la guerre*. Gallimard : Paris, 279 p.

Ellingsen, Tanja. 1999. « Civilisational Clashes and the Democratic Peace : Incompatible Paradigms ». In *40^{ème} convention de l'ISA* (16-20 février 1999), s. p. Washington : ISA.

Fortmann, Michel. 2000. « À l'Ouest, rien de nouveau? Les théories sur l'avenir de la guerre au seuil du XXI^e siècle ». *Études internationales*, vol. 31, no 1 (mars), p. 57-90.

Fukuyama, Francis. 1992. *The End of History and the Last Man*. New York : Avon, 464 p.

Huntington, Samuel. 1993. « The Clash of Civilizations ». *Foreign Affairs*, vol. 72, no 3, s. p.

Levy, Jack. 1998. « The Causes of War and the Conditions of Peace ». *Annual Review of Political Science*, no 1 (juin), p. 139-166.

Mansfield, Edouard et Jack Snyder. 1995. « Democratization and War ». *Foreign Affairs*, vol. 74, no 3 (mai-juin), p. 79-97.